

Protocoles harmonisés pour l'intégrité du marché du carbone, l'investissement public- privé et le développement

(Résumé du rapport)



Discussion sur l'opérationnalisation des marchés du carbone

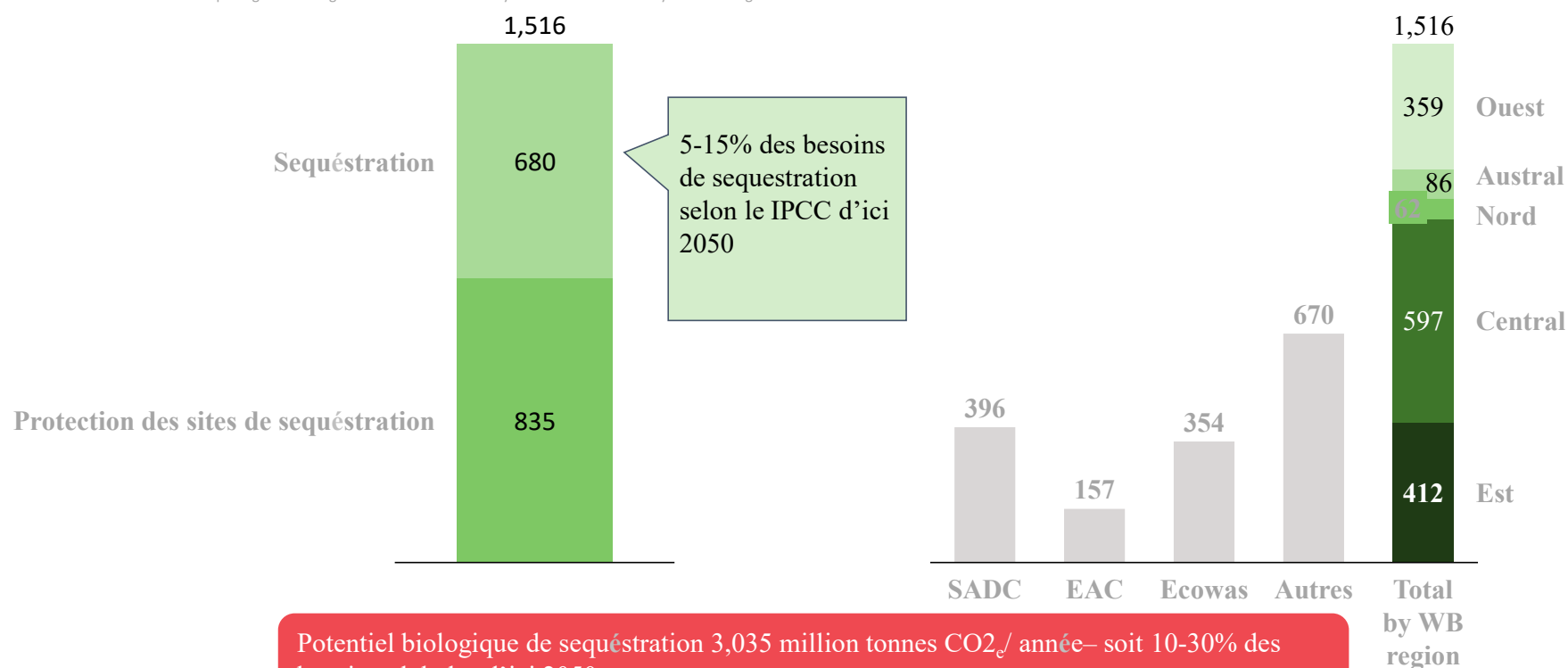
MAI 2022

LE ROLE DE L'AFRIQUE DANS LA SEQUESTRATION: La séquestration à travers la nature en Afrique peut contribuer jusqu' à 30% des besoins de séquestration en 2050

Potentiel d'atténuation total a travers des solutions fondées dans la nature à un prix de 120 \$ par tonne
Millions de tonnes CO₂e/ par année

Total atténuation par région africaine
Millions de tonnes CO₂e/par année

1All pricing and costing is for the intervention only – costs for MRV and any further margins need to be added to this



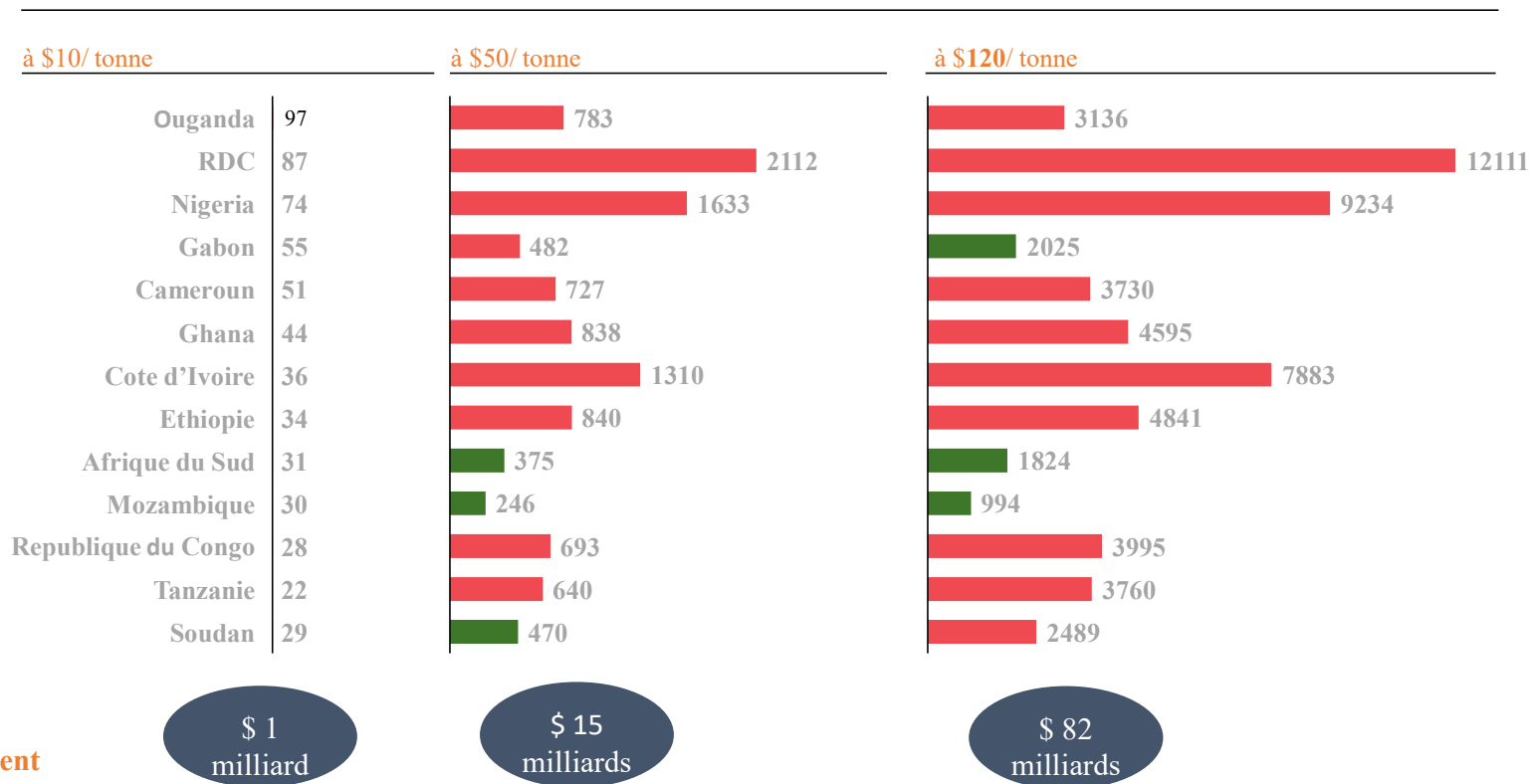
Potentiel biologique de séquestration 3,035 million tonnes CO₂/ année– soit 10-30% des besoins globales d'ici 2050

IdeastoAction

www.uneca.org

AUGMENTATION DE REVENUES: Potentiel de recettes annuelles liées à l'élimination du carbon pourrait générer jusqu'à \$82 milliards à un prix de 120 \$ la tonne de CO2

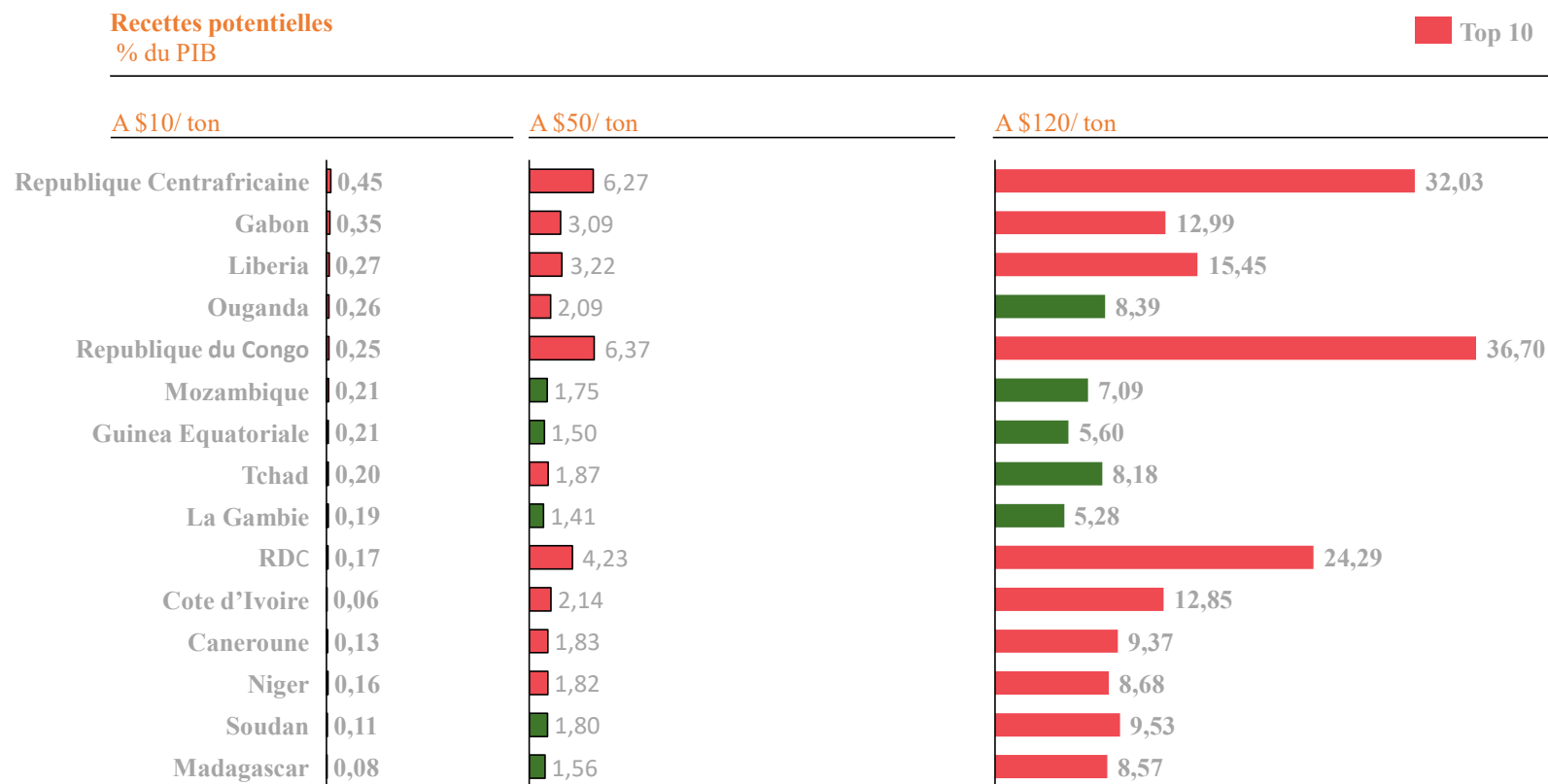
Potentiel de recettes liées à l'élimination de CO₂
Millions/année



IdeastoAction

www.uneca.org

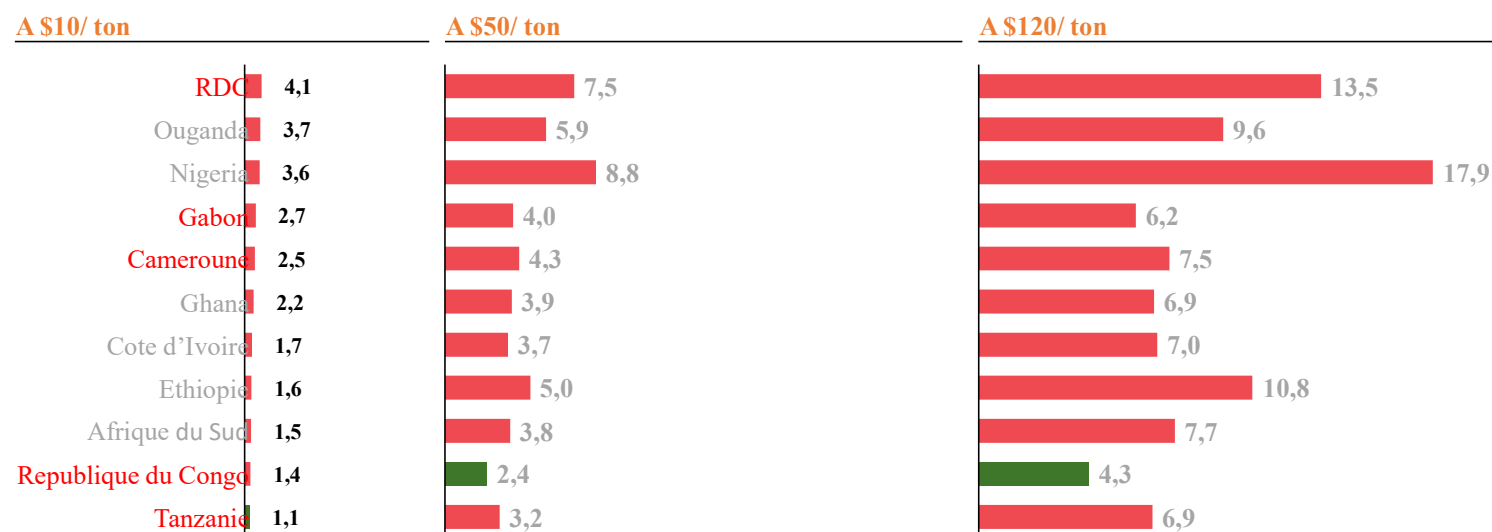
RECETTES ANNUELLES LIEES A L'ELIMINATION DU CARBON POURRAIT CONTRIBUER JUSQU'A 37 % DU PIB



LE POTENTIEL POUR CONTRIBUER AU MOYENS DE SUBSISTANCES ET EMPLOIS A TRAVERS LES PROJETS D'ELIMINATION ET DE SEQUESTRATION DE CARBON- JUSQU'A 18 MILLIONS

■ Top 10

Potentiel d'amélioration de subsistances et créations d'emplois
Millions de personnes



Total
continent

40 mln

86 mln

167 mln

IdeastoAction

www.uneca.org

Pourquoi l'absence de protocoles harmonisés pour la comptabilisation des GES nuira à l'intégrité du

- Pour stimuler un développement sobre en carbone, les États accordent aux organisations le droit d'émettre des gaz à effet de serre (GES) (CO₂) en quantité limitée, de freiner le réchauffement et les coûts sociaux associés. Les organisations désireuses d'émettre plus de GES achètent plus de crédits à leurs homologues qui en émettent moins. Grace aux prix ambitieux et à la bonne gouvernance, les innovations vertes, l'investissement et le bien-être peuvent s'accroître.
- Les crédits doivent être obtenus en s'appuyant sur des efforts anthropogéniques transparents et authentiques pour réduire les émissions de GES. Les secteurs conventionnels sont la sylviculture, l'énergie, l'agriculture, la mobilité, l'industrie [...]
- Les demandes de réduction d'émissions éligibles à la certification menant à l'émission de crédits doivent être suffisamment crédibles, vérifiables et déclarées de manière transparente, pour éviter l'inflation des crédits et permettre une intégrité du marché qui appuie les ODD 15, 13, 12, 8, 7, 2 [...]
- Les protocoles harmonisés proposés aident à résoudre ces problèmes. Ils améliorent la comptabilisation, la vérification et la déclaration des GES dans les secteurs les plus productifs des États membres du Fonds bleu du Bassin du Congo (FBBC). Ils tiennent compte des lacunes et des contraintes des États membres et s'appuient sur les meilleures pratiques disponibles au niveau international, couvrant :
 - Les phases, la structure de propriété, l'emplacement, et l'éligibilité du projet
 - Les conditions de crédit, les solutions aux fuites
 - Les périmètres d'évaluation et de quantification des GES
 - Les principes de déclaration, les registres, la vérification [...]
- Les protocoles harmonisés réduiront également les coûts de la certification carbone (prochaine étape de l'appui de la CEA) : la certification de la réduction vérifiée des émissions de GES dans le FBBC.
- L'absence de protocoles harmonisés plongera les marchés dans ces vastes incertitudes connues pour décourager les investisseurs publics / privés, qui réorienteront très probablement leurs investissements vers des marchés plus efficaces et plus rentables.

Projets de compensation carbone en cours dans les États membres de la FBBC

États membres	Nombre de projets
Cameroun	5
RDC	7
Gabon	1
Kenya	13
Tanzanie	12
Ouganda	12
Zambie	3
Total	51

Source: Enquête de la CEA, 2022. Les données sont basées sur les réponses reçues des pays en mars 2022.

Interventions et mécanismes du projet

Interventions et mécanismes du projet	Nombre de projets
Intervention	
☐ Boisement ou reboisement	24
☐ Conversion forestière évitée	10
☐ REDD+	13
Mécanisme	12
☐ Atténuation compensatoire : compensation dont la responsabilité revient au titulaire du permis	36
☐ Compensations volontaires (carbone, eau, biodiversité)	35
Total	51

Source: Enquête de la CEA, 2022. Les données sont basées sur les réponses reçues des pays en mars 2022. Les parts par pays sont disponibles dans le rapport.

Principales lacunes et contraintes

- **L'absence de protocoles harmonisés de comptabilisation des GES, qui permet aux États membres d'une même sous/région de suivre des normes, méthodologies, orientations, standards, pratiques différentes, [...]**
 - Elle peut donner lieu à de doubles émissions, à une double utilisation, à une double revendication de crédits et à une diminution de la crédibilité des programmes.
 - Elle peut également décourager les acheteurs, les investisseurs, les développeurs désireux d'accumuler des revenus tout en répondant aux besoins de développement.
 - Elle nuit au processus de certification des émissions de carbone.
- **L'accès limité au capital d'investissement vert nécessaire pour améliorer les capacités humaines et institutionnelles afin d'intensifier les projets de réduction des émissions de GES**
- **Un prix du carbone peu ambitieux est régressif et incompatible avec l'ambition actuelle de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C**

Principales lacunes et contraintes

- **L'absence de protocoles harmonisés de comptabilisation des GES, qui permet aux États membres d'une même sous/région de suivre des normes, méthodologies, orientations, standards, pratiques différentes, [...]**
 - Elle peut donner lieu à de doubles émissions, à une double utilisation, à une double revendication de crédits et à une diminution de la crédibilité des programmes.
 - Elle peut également décourager les acheteurs, les investisseurs, les développeurs désireux d'accumuler des revenus tout en répondant aux besoins de développement.
 - Elle nuit au processus de certification des émissions de carbone.
- **L'accès limité au capital d'investissement vert nécessaire pour améliorer les capacités humaines et institutionnelles afin d'intensifier les projets de réduction des émissions de GES**
- **Un prix du carbone peu ambitieux est régressif et incompatible avec l'ambition actuelle de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C**



MERCI !

Ideas
to
Action